

20644 - Soucht.

Canton de Lemberg de 1790 à 1802, puis canton de Rohrbach. A pour annexes les hameaux de Speckbronn et de Neudorff, les moulins Ohligmühl et Souchtmühl et la cense d'Aneckersmühl.

1771 - 1870

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé, 30 décembre 2021.

20644/1

Administration générale.

1806 - 1870

Autorités municipales.

Adjoint Martin Schmitt : suspension puis révocation en raison de l'incompatibilité de ses fonctions avec ses activités de débitant de boissons (1822, 1823) ; remplacement du démissionnaire Jean-Nicolas Robert, puis suspension et révocation (1827, 1828).

Pétition en allemand de six conseillers soutenant l'ancien maire (avec procès-verbal d'installation du nouveau maire Xavier Dimnet et de son adjoint Adam Winckler, 1837).

Rapport du sous-préfet relatif aux élections et aux nominations comme maire de Jean-Nicolas Stenger et comme adjoint d'Adam Walcker (1865).

Plaintes contre le maire : rejet des réclamations des conseillers Pierre Stecklé, Lemius et consorts (avec délibération de 1866 approuvant le rôle des redevances, 1867) ; vérification des comptes communaux et observations sur les dépenses de l'instituteur et secrétaire de mairie Gast (avec réclamation des conseillers Guehl, Lemius et consorts, 1869) ; observations rejetant la proposition du sous-préfet d'ajourner le vote du budget jusqu'aux prochaines élections (1870).

Remplacements des conseillers Nicolas Muller dit Colas, feu Reiser, Pierre Winckler et Martin Feishauer par le meunier Antoine Walter, le cabaretier Joseph Stenger, le cultivateur Adam Dimnet et le tailleur sur cristal Frédéric Dimnet (1867, 1868).

Police du maire.

Arrêtés relatifs à la police des cabarets (1844, 1850) et interdisant l'introduction de bétail dans la commune sans signalement et certificat d'origine (1846).

Assistance publique.

Etat d'emploi de la subvention de 100F allouée pour créer des ateliers de charité (1847).

Comptabilité.

Règlement des comptes de l'ancien maire Théodore Kirschving le déclarant reliquataire de 529,78F (avec procès-verbal d'adjudication de bois impartageable en 1827 et comptes rendus des dépenses de reconstruction de l'église entre 1826 et 1829, 1829-1832).

Autorisation de lever deux impositions extraordinaires pour financer le traitement du garde champêtre et subvenir à l'insuffisance des revenus (1855, 1856).

Rôles d'affouage (1865), de redevances sur les biens communaux (1866, 1867) et des prestations forestières (1867).

Dépenses de fonctionnement : observations et approbation du vote d'un crédit de 100F pour couvrir les voyages du maire relatif au cantonnement des droits d'usage (1863) ; remboursements des frais d'écriture et de timbres concernant les rôles d'affouage dressés par les secrétaires de mairie Mathias Gast et Etienne Zimmermann (1865-1869) ; paiement au libraire Weisse de Sarreguemines des abonnements au Petit Glaneur et autres (1868).

Personnel.

Délibération refusant de voter un supplément de traitement en faveur du desservant (1806).

Instituteurs : approbation du traité passé avec l'instituteur et chantre Jean-Pierre Witzmann (1829) ; autorisation de payer 72,35F pour couvrir les frais de déménagement du nouvel instituteur Barth (1833) ; approbation de la réclamation du curé Becker et allocation d'une subvention de 200F en faveur de la soeur institutrice Catherine Daniel de la congrégation de Saint-Jean-de-Bassel (1852) ; instruction approuvant les avantages votés en faveur du nouvel instituteur (1857) ;

inscription d'office au budget d'une somme de 76,66F pour payer le logement et le traitement de l'instituteur adjoint de 2e classe Devald (avec rejet d'une nouvelle réclamation, 1869, 1870).

Rejet de la réclamation de l'ancienne sage-femme Marguerite Faber de Grosbliederstroff tendant à obtenir le paiement de 111,50F (1864).

Inscription d'office au budget d'une somme de 80F pour porter le traitement du secrétaire de mairie à 200F (1866).

Remplacements des gardes champêtres démissionnaires : - Nicolas Phillippy par Adam Schmitt contre l'avis du conseil municipal proposant l'ancien militaire Nicolas Muller (avec certificat de bonne conduite et congé définitif de Muller de 1836 et 1837 et commission de Phillippy de 1850, 1855) ; - Schmitt par le sabotier Jean Loesch (1860) ; remplacement de feu Jean Loesch par l'ancien militaire François Koch (1864) ; remplacements des démissionnaires : - François Koch par Joseph Wendel (1865) ; - Vendel par le journalier Martin Guel (1867).

Biens communaux.

1771 - 1870

20644/2

Lots d'affouage, droits de chasse, vaine pâture, réseaux d'eaux.

1843 - 1867

Lots d'affouage.

Instruction relative à une plainte concernant l'inégalité du partage entre les habitants et le desservant (1843).

Observations ordonnant l'exécution de l'arrêt du conseil de préfecture décidant l'inscription du cultivateur et conseiller Georges Guel sur la liste des affouagistes (1844, 1845).

Observations approuvant la pétition du débitant de tabac Pradier tendant à être admis au partage sans payer de droits d'entrée (1853).

Droits de chasse dans les terrains non boisés.

Procès-verbaux d'adjudications en faveur : - de Mathieu Burgun de Meisenthal (1863) ; - du sabotier Nicolas Murschholtz (1867).

Vaine pâture.

Rejet de la réclamation de la commune relative à l'exercice de la vaine pâture dans des terrains situés sur le ban de Ratzwiller dans le Bas-Rhin (1847).

Réseaux d'eaux.

Approbation du projet de réparation de la fontaine Pétronnen et d'établissement d'une seconde fontaine dite de la côte de Montbronn (avec plan général, 1858).

Approbation des travaux de restauration de la fontaine Gumbronnen exécutés par l'entrepreneur Burrus et autorisation de faire faire des ouvrages supplémentaires (1860, 1861).

20644/3

Forêts.

1771 - 1870

Surveillance des bois.

Observations sur le refus du maire d'accompagner le garde forestier dans une visite domiciliaire et acceptation de l'offre du maire Valter d'acquitter le prix des dommages commis par les auteurs du délit (1816).

Instruction au préfet du Bas-Rhin relative à des plaintes contre le garde forestier Quine de l'arrondissement de Saverne (1819).

Décision du ministre des finances rejetant la demande de remise d'amende présentée par l'entrepreneur de la coupe communale Christophe Conzad (1840).

Frais de garde : fixation du montant du contingent dû par la commune (1842) ; approbation du vote d'un crédit pour régler les frais des années 1860 à 1863 (1863) ; fixation du montant dû pour la surveillance des deux cantons remis en cantonnement (1867, 1868).

Forêt domaniale de Mouterhausen.

Paiement des travaux de prestations forestières exécutés par le meunier Nicolas Meyer de Béning-lès-Rohrbach pour fournir des pierres calcaires pour la route forestière de Bitche à Mouterhouse (1866).

Cantonnement des droits d'usage dans la forêt domaniale de Spitzensteinerkopf.

Instances judiciaires : autorisation donnée à la commune de se pourvoir devant les tribunaux (avec arrêt du Conseil d'Etat de 1771, 1828, 1829) ; autorisation de répartir sur les affouagistes la somme de 88,01F due à l'avoué Rouff de Sarreguemines (1833) ; proposition de l'administration des domaines de faire appel de l'arrêt de la cour royale de Metz maintenant la commune à perpétuité dans ses droits d'usage (1834) ; autorisation de dresser un rôle sur les affouagistes pour payer les honoraires de l'avocat Dalloz près la Cour de cassation (1835, 1836) ; décision du ministre des finances se désistant du pourvoi en cassation formé contre l'arrêt rendu en 1834 (1836).

Opérations préparatoires : nomination des experts (1845) ; désignation de l'ancien géomètre du cadastre Altmayer de Bouzonville pour remplacer Humbert (1845) ; instruction ordonnant que l'architecte Robin de Sarreguemines et le garde général Virion de Lemberg rédigent les procès-verbaux (1847).

Réclamation de la commune tendant à obtenir la jouissance des droits de marronnage et de grasse et vaine pâture et le changement d'assiette des coupes annuelles (1848, 1849).

Nouvelles opérations préparatoires : prolongation du délai accordé à l'expert Robin pour remettre les plans et les procès-verbaux (1852) ; rejet du procès-verbal d'estimation (1853) ; instructions sur l'expertise et le nouveau projet de cantonnement (1857, 1858).

Refus de la commune d'accepter l'offre de cantonnement à l'amiable proposée par l'administration des domaines (1860, 1861).

Rejet par le conservateur des forêts d'une expertise évaluant la coupe affouagère dont la commune réclame la délivrance (1861).

Cantonnement judiciaire : approbation de la décision de confier la défense des intérêts de l'Etat à l'avoué Duviviers de Sarreguemines et à l'avocat Leneveux près la cour impériale de Metz (1861) ; acquiescement du ministre des finances au jugement rendu par le tribunal de Sarreguemines (1862) ; rapport du président du tribunal de Sarreguemines relatif aux affaires en cours à Soucht et Lachambre (1865) ; appel de l'Etat contre le jugement rendu par le tribunal de Sarreguemines (1865, 1866) ; acquiescement du ministre à l'arrêt rendu par la cour impériale de Metz et remise à la commune de 107,11 hectares attribués à titre de cantonnement (1866, 1867) ; fixation du montant des honoraires de l'avoué Fournier près la cour impériale de Metz, de l'avocat Boulangé et de l'avoué Schneider (1866) ; refus de la commune d'entrer en possession des 107,11 hectares (1866).

Expertise complémentaire : ajournement du bornage partiel (1866, 1867) ; mise en possession de 107,11 hectares (1867) ; décision du conseil de préfecture déchargeant la commune du paiement de 25,79F pour contribution des biens et des bois communaux (1867) ; homologation du procès-verbal d'expertise complémentaire de 13,16 hectares et refus de la commune de payer la soulte due à l'administration des domaines (avec copie d'un jugement du tribunal de Sarreguemines, 1868, 1869) ; instruction relative à la soumission au régime forestier de 120,27 hectares attribués en cantonnement (1869).

Exploitation dans la forêt domaniale de Spitzensteinerkopff.

Arrêté autorisant le maire à vendre 12 arbres dans la coupe ordinaire pour contribuer au financement de la construction d'une maison de sûreté à Rohrbach (1807).

Transmission au conservateur des forêts des demandes de plusieurs communes de l'arrondissement tendant à obtenir la prolongation de la glandée (1832).

Instruction ordonnant le paiement de 314,97F à l'administration des domaines pour l'affouage de 1839 (1841).

Fixation du montant de l'indemnité due par la commune pour l'extraction de pierres pour construire l'école (1847).

Rejet d'une demande de délivrance d'une coupe extraordinaire de 12,84 hectares pour financer la construction de l'école (1857).

Rejet d'une demande de délivrance de chablis et d'une coupe extraordinaire en prévision du cantonnement (avec observations sur la vente aux sabotiers de blocs de hêtres provenant des lots de la coupe usagère, 1858, 1859).

Observations du conservateur des forêts sur une demande de bois de marronnage (avec détail des bois devant entrer dans les charpentes de l'école, 1862).

Coupes affouagères : observations au maire relatives au paiement de 327,49F dus à l'administration des domaines pour la coupe de 1840 (1841, 1842) ; rejet d'une délibération demandant l'autorisation de vendre les copeaux provenant de la coupe usagère pour financer la construction de l'école (1853) ; rejet de la protestation du maire contre la mise en vente par l'Etat de plusieurs hêtres dans les coupes de 1860 et 1861 (1861) ; délivrance d'une coupe de 2254 stères pour tenir compte des coupes non reçues ou assises par erreur dans le lot de cantonnement (1864, 1865, 1868) ; adjudications et paiements des travaux d'exploitation exécutés par le sabotier Jean Loesel (avec mandats de paiements de la redevance et des indemnités dues à l'administration des domaines, 1865, 1866) ; adjudication et paiement des travaux d'exploitation exécutés par le sabotier Gaspard Brunner (avec mandats de paiements à l'administration des domaines, au maçon Jean Krebs et au sergent de police Jean-Nicolas Zimmermann (1866, 1867) ; adjudication et paiement des travaux d'exploitation exécutés par le tisserand Jean-Nicolas Zimmermann (avec autorisation de vendre le bois de la coupe de 1867, 1867, 1868) ; adjudication et paiement des travaux d'exploitation exécutés par Charles Schmitt de Reyersviller (1868, 1869) ; autorisation de vendre les produits façonnés de la coupe de 1869 (1870).

Bâtiments communaux.

1811 - 1870

20644/4

Assurance, équipement, ancienne école, église, presbytère, cimetière.

1811 - 1870

Protection des édifices.

Paieement de l'assurance souscrite auprès de la Caisse générale des assurances agricoles et des assurances contre l'incendie (avec police, 1867).

Équipement.

Paieements des fourneaux et des tuyaux fournis par le ferblantier Leistenschneider et le marchand Denis Zorlotting de Goetzenbruck (1865).

Ancienne école.

Autorisation de faire exécuter des réparations par économie (1832).

Eglise.

Arrêté approuvant une souscription volontaire et autorisant la continuation des travaux de construction de la flèche sous la direction de l'architecte Weylandt (1811).

Reconstruction : autorisation de délibérer sur la nécessité des travaux (1824) ; autorisation d'extraire des pierres dans la forêt domaniale de Nuspickel affectée à la verrerie de Meisenthal (1825, 1826) ; instruction portant observations sur le projet et autorisation de faire exécuter les ouvrages par économie (1826) ; demande tendant à obtenir un secours ministériel (1826) ; classement sans suite d'une demande tendant à obtenir la délivrance de perches dans les forêts de l'Etat pour construire l'échafaudage (1826, 1827) ; rapport du sous-préfet sur l'exécution des travaux (1827).

Autorisation de faire exécuter des réparations par économie (1833).

Presbytère.

Autorisations de faire exécuter des travaux : - de réparations par économie (1828, 1829) ; - de construction d'un mur autour du jardin (1842, 1843).

Etablissement d'un nouveau cimetière.

Achat d'un terrain à l'ancien garde forestier Jean-Michel Klinger : autorisation d'acquisition (avec copies des actes de décès d'Anne-Marie Hout en 1861 et de Michel Klinger en 1866, 1859, 1860) ; paieement de la parcelle au cordonnier Jean-Nicolas Reiser, mandataire de Marguerite Klinger (1868-1870).

Paieements des fournitures et des travaux de construction du mur d'enceinte exécutés par Georges Burrus de Meisenthal, le voiturier Adam Walcker et le maçon Adam Eby de Volcksbourg dans le Bas-Rhin (avec autorisation d'exécuter les travaux par économie, 1867, 1868).

20644/5

Construction d'une école pour les deux sexes et établissement d'une salle d'asile.

1838 - 1868

Projets.

Lettre confidentielle du curé Becker se plaignant de l'état du bâtiment (1850).

Observations sur l'exécution irrégulière de travaux (1854).

Rapports du sous-préfet (1856).

Instructions portant observations (1857, 1858).

Modalités de financement (avec devis d'ameublement et coupe en travers d'un banc, 1862).

Observations sur le projet dressé par l'architecte Charles Desgranges de Sarreguemines (avec 5 plans extraits, 1862, 1863).

Observations relatives au mobilier (1864).

Financement.

Secours ministériels : allocation de 1200F pour financer l'acquisition d'une maison autorisée en 1838 et les travaux d'appropriation (1839-1841) ; allocation de 1500F pour financer la construction (1849-1851) ; allocation de 3000F dont 60F pour le mobilier (1862-1864) ; demande tendant à obtenir l'allocation de 1500F pour financer l'ameublement (1864).

Emprunt : demande tendant à obtenir l'autorisation de contracter un prêt (1851-1853) ; emprunt de 5500F à la Caisse des dépôts et consignations (1862-1864) ; remboursements des capitaux empruntés (1863-1867).

Autorisation de lever une imposition extraordinaire de 5501F (avec tableau d'amortissement de l'emprunt, 1862, 1863).

Opérations immobilières.

Achat de la maison du tailleur sur verre Nicolas Maas de Meisenthal : autorisation de vendre l'école actuelle et d'acquérir un nouvel immeuble (avec plan et devis d'appropriation, 1838) ; paiement des intérêts dus aux enfants du vendeur représentés par le charron Gaspard Kirschving (1847).

Achat d'un terrain au laboureur Pierre Winckler : autorisation de vendre les deux maisons d'école actuelles et une chènevière pour servir d'emplacement à la construction projetée (1845, 1846) ; acte d'acquisition (1846, 1847 avec Le Petit Glaneur, 2e année, n° 25 du 21 juin 1847).

Autorisations d'acheter des maisons appartenant à Adam Kessler (1859, 1860) et aux héritiers de Jean Loesch (1863-1865 avec mandat de paiement des intérêts de 1868).

Vente des anciennes maisons d'école : approbation des actes notariés cédant les immeubles au sabotier Nicolas Guéhl et au laboureur Pierre Fries (avec réduction du montant de la mise à prix de la maison restée invendue, 1864, 1865) ; paiement à l'huissier Zutterling de Rohrbach des frais de poursuites indûment dirigés contre les deux acquéreurs (1868).

Exécution et paiements des travaux.

Approbations du projet et de l'adjudication en faveur de Georges Burrus de La-Colonne à Meisenthal (1863).

Rapport du maire Walcker relatif à l'inauguration (1864).

Paiements de l'entrepreneur et de l'architecte Desgranges et des travaux de construction d'un mur autour du jardin exécutés par le maçon Adam Eby de Valcksbourg (1865-1868).

Projet de construction d'une école pour les deux sexes et d'une salle d'asile.

Plans visés dressés par l'architecte Charles Desgranges de Sarreguemines.

1862

2O644/5/1

Plan d'une partie du village, façade principale de la mairie-école, élévation et plan de l'écurie.

1862

2O644/5/2

Plan d'ensemble des constructions projetées.

1862

2O644/5/3

Plan de la salle d'asile, élévation sur le préau découvert et plan du solivage.

1862

2O644/5/4

Plans du rez-de-chaussée, du soubassement, de l'étage et du grenier.

1862

2O644/5/5

Coupe transversale, plans du solivage de l'étage et du grenier.

1862